

La manifestation comme graffiti

Le printemps 2012 en cinq esquisses

Jean-Philippe Warren

Volume 54, numéro 2 (298), hiver 2013

Manifestations : la politique hors les murs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68085ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. (2013). La manifestation comme graffiti : le printemps 2012 en cinq esquisses. *Liberté*, 54(2), 10–12.

LA MANIFESTATION COMME GRAFFITI

LE PRINTEMPS 2012 EN CINQ ESQUISSES

Que la mobilisation populaire change ou non le cours des choses,
aucune dignité politique n'est concevable sans elle.

JEAN-PHILIPPE WARREN

1. QUEL EST LE POINTAGE ?

LA SANS CESSE ÉTÉ question, au cours de l'automne et du printemps derniers, de l'échec ou de la victoire des manifestations étudiantes, comme si la mobilisation populaire pouvait se ramener à une partie entre deux adversaires sportifs qui tentent, de part et d'autre, de marquer un nombre supérieur de points. Cette obsession pour l'annonce d'un gagnant nous a fait oublier que la première victoire de la mobilisation est, paradoxalement, la mobilisation elle-même. La mobilisation est sa propre fin.

Cela se comprend. D'une part, la plupart des rassemblements citoyens n'ont que peu d'influence sur le cours des événements. Ce ne sont pas les marches spectaculaires contre la guerre du Vietnam, par exemple, qui ont convaincu le gouvernement américain d'arrêter les massacres en Asie du Sud-Est, mais les pertes militaires. Les pacifistes et les objecteurs de conscience qui se réunissaient sur la place publique des grandes villes avec leurs pancartes et leurs slogans n'ont guère réussi à ébranler la détermination du gouvernement des États-Unis qui a continué, à peu près comme si de rien n'était, à intensifier l'effort de guerre au long des années soixante.

D'autre part, on peut citer un paquet d'at-troupements populaires qui ont été brutalement écrasés par le pouvoir et qui n'en représentent pas moins des pages importantes de l'histoire de la mobilisation citoyenne. La

grève de l'amiante est une bonne illustration de ce paradoxe. C'est la chronique d'une tragédie, l'histoire du musellement de la classe ouvrière par les forces combinées de l'État provincial, de la police et du grand capital et, pourtant, la mémoire que nous conservons de cet épisode des luttes ouvrières n'est pas sombre. Au contraire, la grève de l'amiante ne cesse de ressurgir dans le récit national comme un moment charnière, presque héroïque de notre histoire.

Si cela semble paradoxal, c'est que la mobilisation populaire est bonne en soi, peu importe son résultat. En effet, elle témoigne de la volonté des citoyens de définir le degré zéro de la dignité et du respect. Il s'agit en quelque sorte de tracer une ligne morale dans le sable. On se souvient du « ¡ No Pasarán ! » (« Ils ne passeront pas ! ») prononcé par la militante communiste Dolores Ibárruri Gómez lors du siège de Madrid en juillet 1936. Le général Franco eut beau déclarer, après être entré dans la capitale, « Hemos pasado » (« Nous sommes passés »), il n'avait fait que franchir le seuil de la ville. Pour le reste, il s'était montré impuissant à violer le sanctuaire de la conscience de ses adversaires. Que ceux-ci aient été seulement quelques-uns, un groupuscule, une poignée ne change rien à l'essentiel. Le cri si rare des étudiants antinazis de la Rose blanche résonne encore en Allemagne, et résonne d'autant plus fort qu'il a été poussé dans le désert. Une société a besoin de savoir que des citoyens, un jour, ont refusé

d'abdiquer. De ce point de vue, j'oserais dire qu'une manifestation est réussie quand elle préserve un sens moral au milieu du désastre et que, grâce à elle, l'on peut déclarer : « Tout est perdu, sauf l'honneur. »

Il ne faudrait pas pour autant en conclure que les manifestations n'ont qu'un rôle négatif. Comme je viens de l'affirmer, elles définissent le degré zéro de la dignité, c'est-à-dire ce en dessous de quoi il ne sert plus à rien d'exister politiquement. La simple présence de gens dans la rue témoigne de ce refus. Ils investissent la place publique et cherchent à la transformer en agora pour compenser le dévoiement d'une sphère politique devenue l'arène des intérêts privés. Les manifestants arpentent la ville pour chasser les démons de la démission qui menacent d'emporter la cité. Mais les manifestations font plus encore : elles dévoilent un possible. Elles indiquent la direction d'un monde différent par leur seule présence. Elles sont comme un graffiti sur un mur : en même temps qu'elles dénoncent, elles annoncent. Elles font rêver.

L'espoir soulevé par les manifestations a quelque chose d'utopique. Car, au-delà des causes parfois très concrètes qui provoquent l'indignation des citoyens, on sent toujours que les rassemblements se veulent également des occasions de dessiner une humanité. Il s'agit de donner un visage à un groupe, de le mettre en scène, de le faire advenir socialement. C'est pour cette raison qu'au lendemain d'une manifestation, les personnes qui y ont

participé aiment bien en regarder les photos, et en particulier les photos aériennes : celles-ci montrent que ces myriades de gens réunis en un même lieu forment un « nous ». C'est un « moi » décuplé en des milliers de personnes qui rêvent de mêmes possibles, crient les mêmes slogans, écoutent les mêmes discours, brandissent le même drapeau et arborent les mêmes signes à la boutonnière. Réunis, les manifestants sont chacun un reflet des autres. Ils forment une petite société qui promet de prendre de l'ampleur et d'égaliser, par osmose, la société plus large selon ce principe : « Hier, j'étais seul, aujourd'hui nous sommes plusieurs, et demain nous serons tous. »

De là à croire que les individus confondus dans ces rassemblements sont le peuple, il n'y a qu'un pas, souvent trop vite franchi. Si l'élite n'est pas dans la rue, s'imagine-t-on, c'est que le peuple y est.

2. L'URNE OU LA RUE ?

Lorsque Jean Charest soutient que les électeurs ont le choix entre la rue et le chaos, entre l'instabilité et l'ordre, il formule une opposition qui n'est pas entièrement infondée. On peut tenter de faire une distinction entre la majorité silencieuse et la minorité bruyante. Ce n'est pas parce que des dizaines de milliers de personnes défilent dans le centre-ville que l'ensemble de la population est rangé derrière elles. Aussi, il est bien évident que ce n'est jamais la rue qui rédige les lois et reçoit le mandat de les appliquer. Souvenons-nous que les premiers mots de la constitution américaine, « We the People », n'ont pas été écrits par le peuple, mais par de riches hommes blancs réunis en une petite assemblée !

En fait, pour le dire brutalement, le gouvernement n'a à se soucier des sautes d'humeur des électeurs que dans la mesure où il veut être réélu. Il a quatre ans pour convaincre la population, brusquée ou malmenée par ses décisions, que les solutions qui semblent pour l'heure mal avisées sont en réalité utiles. On le sait, la réforme du système de santé aux États-Unis (surnommée Obamacare) a provoqué une opposition farouche de la part de la majorité de la population au sud de la frontière. Des manifestations monstres ont été organisées à Washington, de même que des marches plus petites dans un grand nombre de villes afin de signifier le profond désaccord des électeurs vis-à-vis de cette réforme. Pourtant, le président n'a pas fléchi. Il a simplement déclaré que les Américains finiraient par embrasser son plan quand ils en saisirait les bénéfices. Cette attitude est représentative du calcul que font souvent les députés.

Un gouvernement nouvellement élu fait le pari – qui est un faux pari – de parler au nom de l'ensemble de la société. Il s'affiche comme le gouvernement de tous les citoyens, ainsi que l'a fait Pauline Marois dans ses premiers discours. Dans n'importe quelle démocratie, un leader qui s'aventurerait à déclarer qu'il se fiche de ce que pense l'autre moitié de l'électorat serait dénoncé comme autocrate. Les gouvernements ont pour cette raison une tendance naturelle à proposer des changements qui sont justifiés par des faits bruts, des chiffres clairs et des tendances lourdes. Ils cherchent à s'élever au-dessus de la mêlée et proclament que les orientations qu'ils proposent ne sont ni de droite ni de gauche, mais qu'elles se situent au-delà des vieux clivages; elles ne sont ni fédéralistes ni nationalistes, elles transcendent les vieilles querelles. Il est à l'évidence beaucoup plus facile de présenter comme irrésistible une direction choisie « mathématiquement » plutôt qu'à la suite d'un débat de société. Même lorsqu'un gouvernement sombre au plus bas dans les sondages, il tente de maintenir le cap sur cet idéal d'harmonie et de réconciliation. Il en va de sa légitimité. Il a ainsi beau jeu de prétendre que l'opposition parle au nom des petits groupes contestataires, alors que, lui, il a l'obligation de parler au nom de tous les citoyens. On assiste alors à de belles polémiques autour du lieu où se trouve le peuple : le peuple est-il dans la rue ou à l'Assemblée ? On devine la réponse de chacun selon ses convictions partisans, mais la démocratie parlementaire a depuis longtemps tranché le débat en faveur des élus.

L'artifice du discours démocratique selon lequel le gouvernement a l'obligation de garder à l'œil le bien commun n'empêche pas les gens de reconnaître que la politique est toujours, ultimement, un débat au sujet des valeurs. Elle est un choix. Elle surgit de la liberté que les sociétés conservent de décider de leur avenir. La plupart des gens savent que non seulement il est important de débattre de certains enjeux qui concernent l'avenir d'une

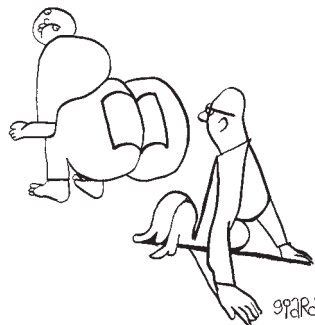
nation, mais qu'il faut également accepter l'existence de divergences irréductibles. Seulement, même au plus fort de conflits politiques (pourvu, bien entendu, qu'ils ne dégénèrent pas en guerre civile) est conservée cette idée essentielle que la nation a besoin de subsumer ou de transcender ses différences. Au lendemain de cet événement déchirant que fut le référendum de 1995, chacun est rentré chez soi pour vaquer à ses occupations habituelles, le Parti québécois faisant la promesse de respecter le verdict populaire et de se contenter, en somme, d'être un bon gouvernement.

Bref, poser la question « l'urne ou la rue ? » revient à soulever la distinction entre la légalité et la légitimité. Ce qui est légal n'est pas forcément légitime, et ce qui est légitime n'est pas nécessairement légal. Plusieurs se souviennent ainsi des paroles de Camus : « Entre ma mère et la justice, je choisis ma mère. » En fait, pressé de questions à l'occasion de la remise du prix Nobel à Stockholm en 1957, Camus avait plutôt dit : « En ce moment, on lance des bombes dans les tramways d'Alger. Ma mère peut se trouver dans un de ces tramways. Si c'est cela la justice, je préfère ma mère. » Comme quoi on tourne les phrases des grands hommes dans le sens que l'on veut...

3. DROITS DE SCOLARITÉ VS DROIT À LA SCOLARITÉ

Le gel ou la hausse des droits de scolarité est, on le reconnaît sans peine, un enjeu extraordinaire, car il permet d'observer les fractures politiques de la société québécoise. Une fois ouverte cette boîte de Pandore, on découvre que la question initiale touche à l'idée du savoir et de la transmission, à l'objectivité des médias, au rôle de l'économie... Le débat s'ouvre à l'infini.

Les positions de chacun par rapport à ce débat sont justifiables de part et d'autre du spectre politique, seulement elles ne s'appuient pas sur les mêmes valeurs. Ceux qui plaident pour l'augmentation des frais de scolarité partent de l'idée que la société se construit à partir de l'individu. Pour eux, la trajectoire individuelle de l'étudiant prime celle de son groupe. De plus, l'étudiant est d'abord un consommateur à qui l'université propose des marchandises pour lesquelles il doit négocier sur le marché des biens. Il y a le magasin de McGill, la boutique de l'Université de Montréal, la shop de l'UQAM, la maison de commerce



« Je redoute le passage au numérique. »

de l'Université Laval. Et à l'intérieur de ces boutiques, on trouve des « rayons » avec différents « produits » : les rayons des sciences politiques, de la chimie, de la pharmacie. Selon ce que l'on cherche, ce devrait être plus ou moins cher, plus ou moins accessible. Dans cette représentation poussée à son extrême de l'enseignement supérieur, l'idée que l'État ait besoin d'intervenir dans le choix des consommateurs est farfelue, irrationnelle, si ce n'est hérétique.

De telles conceptions de l'éducation ne naissent pas dans le ciel. On n'a pas besoin d'être marxiste pour reconnaître que les choix des citoyens s'éclairent par leur condition sociologique. Dans le débat de valeurs entourant l'éducation, il y a des groupes : francophones, anglophones, ceux qui étudient dans des filières universitaires payantes (comme la pharmacie ou le génie), ceux qui se retrouvent dans des branches moins professionnalisées (comme l'histoire ou la littérature), etc. Ces gens se positionnent politiquement selon la place forcément singulière qui est la leur. Du côté de ceux qui militent pour une éducation supérieure abordable, il peut y avoir des combinaisons « gagnantes », du type : Montréalais vivant sur le Plateau, fils de parents éduqués, qui fréquente une université francophone en géographie ; et puis des combinaisons « moins gagnantes », du type : fille d'immigrés écossais vivant dans l'ouest de Montréal, étudiant le génie dans un établissement anglophone. Il va de soi que, par rapport à la hausse, chacun entretient une opinion qui est marquée (mais point déterminée, heureusement) par sa condition sociologique.

Ainsi, bien qu'il ne faille pas surestimer les clivages entre anglophones et francophones sur cette question, les francophones ont plus de chances de se retrouver du côté de ceux qui s'opposent à la hausse, pour la simple raison qu'ils ont légèrement plus tendance que les anglophones à définir l'éducation en termes collectifs. Déjà, dans les années trente, Lionel Groulx soulignait le rôle essentiel de l'école dans le relèvement des Canadiens de langue française. Il était convaincu que la « survie de la race », comme on le disait à l'époque, passait par l'école. Pour Lionel Groulx, l'éducation était par conséquent une affaire collective. Il fallait construire une classe instruite qui deviendrait l'élite de la nation et défendrait les intérêts menacés des Canadiens français. L'éducation faisait partie des instruments de promotion globaux dont la nation devait se doter. Dans les années soixante, l'État s'est emparé du contrôle de l'éducation, naguère laissé à l'Église. Mais quand les membres du gouvernement Lesage répétaient le slogan « Qui s'instruit, s'enrichit », il est clair pour moi qu'ils ne parlaient pas tant de chaque

individu pris isolément que de la collectivité québécoise qui, en s'instruisant, allait pouvoir rattraper (c'était le grand mot d'ordre à ce moment-là) le reste de l'Amérique du Nord. L'éducation, pour beaucoup de francophones au Québec, c'est ce rêve jamais éteint de réussite nationale au moins tout autant que celui d'un travail payant pour eux-mêmes.

4. J'AI MARCHÉ POUR UNE NOTION

Depuis un siècle, l'histoire des mouvements sociaux n'a cessé d'épouser les idéologies et les attentes dominantes issues des différents contextes politiques dont le Québec a été le théâtre. C'est ainsi que, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la plupart des luttes ont été menées afin de consolider les institutions démocratiques (un programme de longue haleine dont faisait partie l'élargissement du suffrage électoral), puis elles se sont massivement déplacées vers la revendication de droits sociaux (que l'on pense à l'assurance-maladie, l'éducation, les pensions de vieillesse, l'aide juridique, les garderies, etc.), alors que, depuis les années soixante-dix, on a assisté à la montée en puissance des « nouveaux mouvements sociaux » qui sont davantage basés sur un désir de reconnaissance symbolique.

Chacune de ces époques est identifiée à des mouvements sociaux exemplaires : les suffragettes et le Civil Rights Movement pour la première, les syndicats pour la deuxième, le féminisme de la troisième vague et les associations de gais et lesbiennes pour la dernière. Chacune de ces époques est aussi associée à un répertoire d'actions politiques spécifiques : les luttes de la première période sont menées par des notables, des journalistes et des juristes qui publient des manifestes et contestent les lois devant les tribunaux. Les combats de l'époque suivante sont entrepris par des syndicalistes qui n'hésitent pas à jouer la carte de la force tout autant que celle de la justice. Enfin, les luttes organisées par les « nouveaux mouvements sociaux » ont un caractère festif et coloré qui détonne avec ce que l'historien observe généralement dans le passé.

Malgré des procédés généralement semblables (défilés dans les rues, discours, etc.), le type de manifestation change donc avec le temps. À cela, il faut ajouter que chaque association militante tend à adopter un répertoire d'actions politiques adapté à son message. Certains groupes recourront ainsi plus souvent à l'entartage (PETA), tandis que d'autres se tourneront vers les *sit-in* ou l'occupation d'espaces publics (Occupons Montréal).

Tout cela est affaire d'éthique, mais aussi de moyens et de stratégies.

Parmi les étudiants, et par-delà une certaine entente sur l'utilité de la manifestation de rue, on a ainsi vu des groupes privilégier les casseroles, l'humour et les « manifestations », d'autres le vandalisme et l'affrontement avec les forces policières, d'autres encore les *sit-in* et le piquetage. Il y avait un peu de tout. C'est normal. Nul mouvement social n'est unanime et homogène : il y a chez les environnementalistes des « terroristes », des anarchoprimitivistes, des réformistes, des lobbyistes, des écoféministes, et j'en passe. Pourquoi cela serait-il différent pour des étudiants qui, outre leur inscription à un cégep ou à une université, n'ont pas grand-chose en commun (revenu, milieu familial, éducation des parents, origine ethnique, champ disciplinaire, aspirations professionnelles, lieu de résidence, langue maternelle, opinions politiques) ? N'est-ce pas déjà assez qu'ils aient su former, l'espace d'un printemps et d'un été, le plus puissant et le plus durable front commun étudiant de l'histoire du Québec ?

5. CANALISER L'ESPOIR

Maints commentateurs ont déploré que, pendant le Printemps érable, un grand nombre de manifestants avaient de la difficulté à exprimer clairement les raisons de leur colère collective. Cela ressemblait davantage, notaient-ils, à un écœurement qu'à une critique articulée du régime en place. Peu ont cependant insisté sur le fait que ce ras-le-bol était partagé autant par les gens de gauche que par les gens de droite. Les partisans de la CAQ n'ont pas arpenté les rues de Montréal avec des pancartes ou des casseroles, mais ils exprimaient eux aussi leur volonté de faire de la politique autrement. Le problème, c'est que le degré de désabusement politique est devenu tellement élevé au Québec qu'il engendre désormais des phénomènes à peu près inédits de flottement et de volatilité idéologiques. Au provincial, depuis quelques années, et si l'on en croit les sondages, la faveur des citoyens est passée de Mario Dumont à Pierre Curzi, d'Amir Khadir à François Legault, dans une sorte de ronde endiablée et étourdissante. À cette loterie, aucun citoyen ne peut gagner.

L'espoir est semblable au gaz : il éclaire quand il est canalisé, il explose quand il fuit.

Titulaire de la Chaire d'études sur le Québec au Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia, Jean-Philippe Warren s'intéresse à l'histoire du Québec au vingtième siècle.